

# Pi(ckpoc)ketty

Posté le : 18 février 2011 09:34 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Economie et politique, Fiscalité

Rien de plus significatif que le succès du simulateur d'impôts mis en place par le socialiste Thomas Piketty en vue de la présidentielle prochaine. Les impôts sont la passion et le traumatisme français. Demander plus aux impôts des autres en échappant soi-même à la charge, quelle plaisir ! Ruiner plus favorisés que soi quel bonheur !

Et il faut crier vive l'impôt ! Avec extase ! Surtout quand on y échappe. L'hypocrite tennisman devenu chanteur, millionnaire à ses heures, Yannick Noah, était hier à la télévision : il expliquait qu'il payait ses impôts en France et qu'il adorait cela. Et les spectateurs dans la salle de déchaîner ses applaudissements. Oui, il faut crier vive l'impôt mais en mentant sur les bords. M. Noah paie non pas SES impôts en France mais DES impôts en France, en fait juste la retenue à la source sur ses cachets. Personne n'a naturellement pris le soin de le lui faire remarquer. Un planqué fiscal qui ment et qui fait la leçon aux abrutis saignés à blanc par l'impôt mérite bien des applaudissements.

Chanter la chanson que les "riches" paient moins d'impôts que les autres est en train de devenir un leitmotiv. Pour le socialiste Piketty c'est un fond de commerce. Mais cela va au-delà : on entend toujours cette chanson avant les mesures fiscales les plus dures. Tout le monde paiera plus mais on vend le paquet avec un peu de haine : les riches vont trinquer. Bien fait !

Pour Piketty, l'argent n'appartient pas aux Français mais à l'état. Le revenu disponible est ce que l'Etat consent à bien vouloir leur laisser. Un impôt direct de 60% pour qui gagne 100.000 Euros par an est normal. Si on y ajoute toutes les autres impositions on arrivera à 90-100% : c'est bien normal après tout. On y est déjà pour l'essentiel. Ce sera moins hypocrite et c'est tout.

De même pour ces braves gens la dépense publique est le BIEN. Le seul bien. Il est normal qu'elle augmente en permanence. Donc il faut augmenter les impôts tout le temps. En ayant un système fiscal très progressif la croissance assurera l'augmentation permanente de la pression fiscale. On ne nous dit pas où il faudra s'arrêter : 100% pour 3. 000 euros par mois ?

Ces singeries sont intéressantes pour l'ampleur des mensonges et truquages qui sont employés.

La vraie question est de savoir qui paie quel impôt. La propagande insidieuse du complexe politico-administratif est de toujours masquer la réalité.

Qui paie la TVA ? Le consommateur ? ou l'entreprise ?

Qui paie les charges patronales ? Les actionnaires ou l'entreprise ? Ou les salariés ?

Qui paie l'IS ? Les actionnaires ou l'entreprise ?

Les deux impôts les plus lourds sont la TVA et les charges sociales. Si on les attribue aux actionnaires, alors il est totalement faux que les riches paient moins d'impôts que les pauvres.

Si vous attribuez la TVA, l'IS, les milles taxes qui touchent l'entreprise et les charges patronales aux

500.000 français qui possèdent les entreprises (en laissant aux étrangers la part qu'il leur revient) et que vous ajoutez l'impôt sur le revenu et les différents impôts sur le capital, l'affirmation que les riches paient moins d'impôts que les pauvres devient absolument ridicule.

On retombe dans la manipulation qui avait frappé Chaban Delmas qui "ne payait pas d'impôts" simplement parce que l'impôt sur ses revenus d'actionnaires avait été précomptés (notion d'avoir fiscal).

Dans le cas de Mme Bettencourt, le raisonnement est exactement le même : on voit les impôts payés sur ce qu'a touché in fine l'actionnaire mais pas les impôts payés par l'entreprise dont elle possède les actions. Si on avait attribué à Mme Bettencourt sa quote-part des charges sociales, taxes diverses, impôts sur les sociétés, TVA, de l'Oréal, on aurait vite vu qu'il lui restait des miettes. De jolies miettes mais des miettes tout de même : à peine 5% de ce qu'elle aurait touché si tous ces impôts n'existaient pas !

Le capital français ayant été détruit par les deux guerres et la crise de 1929 (dont le coût global pour la France rappelons le a été équivalent à celui de la guerre de 14), les gouvernements ont fait le choix d'imposer d'abord l'entreprise. "Les patrons peuvent payer. Prenons l'argent là où il est". Tel était le slogan. Et c'est que l'on a fait de façon massive. Au point que tout le monde constate aujourd'hui que les prélèvements sur l'entreprise française sont extravagants par rapport aux autres pays ce qui ruine notre compétitivité.

Grâce à cette fiscalité démagogique et imbécile le chômage est devenu structurel en France. Nous avons inventé le capitalisme sans capitaux et sans salariés.

Alors on a dit : on va frapper les ménages. Ce sera la CSG, CRDS etc. l'Etat récupérera 10 points de PIB en 25 ans avec ce gentil mécanisme. La croissance s'est arrêtée.

Maintenant on dit : ruinons les riches qui se cachent derrière les épargnants.

C'est de la pure folie.

La seule vérité est que lorsque les bornes sont franchies il n'y a plus de limite. Un pays dont le gouvernement dépense plus, non seulement de ses recettes fiscales, mais pire encore, plus que ce que son secteur privé produit est un pays mortellement atteint. Un pays qui reprend les thèses communistes de l'élimination de toute rémunération au-delà d'un certain plafond est un pays fini.

Dans les dix dernières années le journal les Echos a calculé que la croissance moyenne de la France a été de 1,1% par an, une augmentation qui est dans l'épaisseur du trait de l'incertitude statistique. Ce qui veut dire qu'on n'est même pas sûr qu'il y a eu une croissance quelconque. En même temps le complexe politico administratif a chaque année fait semblant de croire que la croissance de l'année suivante serait systématiquement un point au dessus du réel. Dix ans de mensonges systématiques et volontaires, toujours dénoncés, jamais corrigés. Pendant dix ans on a voté des budgets psychédéliques révisés à la hausse en permanence et exécutés à la hausse en permanence. Un des exercices les plus déprimants est de reprendre tous les budgets puis de regarder les lois de finances rectificatives puis la réalité de la dépense publique. Tout le processus budgétaire est un simulacre.

Rappelons que le système global de notre fiscalité étant progressif le fait de calculer les recettes sur une fausse croissance induit une croissance des recettes théoriques encore plus forte. Si sur 10 ans on annonce un croissance de 25% alors qu'on ne constate que 10, on aura prévu des recettes en

augmentation de 30 et obtenu une impasse de 20% à financer par la dette.

La présentation trompeuse est aggravée par des techniques connues, comme celle qui consiste à ramener l'impasse au PIB pour ne pas avoir à dire que les dépenses ne sont financées qu'à moitié par les impôts. Il vaut mieux afficher un chiffre bas, par exemple 3%, plutôt que 20,30 ou 50% qui feraient désordre. Mais le désordre est là !

Le monde n'a pas besoin de la France. Comme il n'a pas eu besoin des pays communistes . Sur le bord de la route de la prospérité nous restons comme des idiots. Comme les citoyens soviétiques sont restés au bord du chemin de la croissance pendant 75 ans. Jusqu'au jour où ils ont dit : c'est grotesque et cela suffit.

La passion délirante de la France pour l'impôt et la dépense publique l'a ruiné dans ses profondeurs. Et lui interdit de redémarrer. Les brevets s'effondrent. L'investissement s'effondre. l'emploi s'effondre. L'industrie s'effondre. Aucune des grandes administrations pléthoriques ne fonctionnent plus. La justice est effondrée depuis au moins trente ans. L'hôpital sombre. L'éducation nationale n'est plus nationale et n'éduque plus. L'armée fonctionne avec des bouts de ficelles. Nos grandes entreprises publiques quand elles fonctionnent ne sont plus françaises et quand elles le sont ne vendent plus rien à l'étranger.

Le Français né malin crie à s'époumoner : "vive l'impôt" (des autres) ; ruinons les riches (mais pas moi) ! Et la France sombre et sort de l'histoire.

En faisant joujou avec des simulacres de modèle fiscal sur Internet.

Suicide d'une nation.

Sylvain Dieudonné pour le Cercle des économistes e-toile.